

PRÉFACE



Jean-Michel Severino
Président, Investisseurs & Partenaires

“Les solutions qui sont présentées dans ce numéro de FACTS ne sont pas seulement des nouveaux modèles économiques : il s’agit de l’invention de nouveaux modèles sociaux.”

« Ce numéro de FACTS est consacré à une révolution sociale et technologique encore à ses premières heures : l’énergie décentralisée dans les pays en développement. »

L’impact de cette révolution est encore incertain, mais sans doute radical. Dans une version minimale, qui serait déjà un immense succès, cette révolution serait une étape d’accélération vers le modèle centralisé des pays industriels. Dans une hypothèse haute, cette révolution fabriquerait, notamment en Afrique, qui en est la terre d’élection, un modèle énergétique totalement inversé par rapport aux modèles centralisés. Dans une version encore plus radicale, cette révolution gagnerait les pays industrialisés, devenant ainsi un nouvel exemple de « reverse innovation ».

Il est encore trop tôt pour trancher. Les évolutions de la technologie, parmi bien d’autres facteurs, viendront faire la décision. Il est néanmoins d’ores et déjà probable que des centaines de millions de ménages dans les deux ou trois

prochaines décennies verront, en Afrique, en Asie et en Amérique Latine, leurs conditions de vie transformées : ce n’est pas rien.

Mais l’histoire ne s’arrête pas là. Les solutions qui sont présentées dans ce numéro de FACTS ne sont pas seulement des nouveaux modèles économiques : il s’agit de l’invention de nouveaux modèles sociaux. L’univers des solutions décentralisées comprend en effet les lampes solaires, les systèmes solaires individuels, les kiosques, et les mini-réseaux. La grande caractéristique des trois premières voies, qui sont aussi quantitativement les plus dynamiques, réside dans l’accès direct de l’industriel ou du fournisseur de services au consommateur. Dans ces schémas énergétiques, il n’y a plus de producteur d’énergie, mais seulement des fournisseurs d’une solution. C’est ce qui permet à ces entreprises nouvelles, sociales ou à but lucratif, d’échapper aux contraintes des réglementations du secteur de l’énergie incapables de mettre cette dernière à disposition des populations pauvres, comme aux monopoles souvent stérilisants et inefficaces des énergéticiens nationaux. Les ménages ou petites entreprises, actuellement essentiellement ruraux et péri-urbains, sortent du statut d’assujettis à un service public inexistant ou lacunaire pour devenir des clients, bénéficiaires d’une offre concurrentielle de plus en plus

abondante. Quiconque connaissant le monde de l’énergie conçoit l’importance des conséquences politiques et institutionnelles de ce changement.

Celui-ci nous raconte aussi une passionnante histoire d’innovation. Si l’on prend les systèmes solaires individuels, par exemple, leur caractère novateur repose sur la combinaison de trois grandes innovations récentes : la téléphonie mobile, l’énergie photovoltaïque, et la microfinance. Cette histoire n’est pas terminée, car les solutions technologiques en cause ne vont pas cesser d’évoluer, de la même manière que les modèles économiques : jusqu’où, par exemple, monteront les capacités de production et de stockage de ces solutions individuelles, et pourra-t-on les mettre en réseau, renversant ainsi même la manière dont les mini-réseaux sont actuellement conçues ? Sur le plan des modèles économiques, les entreprises de systèmes décentralisés individuels se livrent à un match entre deux modèles : les mini-utilities, qui fournissent en pratique du courant, et les mini-leasers, qui fournissent en pratique un équipement. Qui gagnera ? Un des deux ou tous les deux ?

Enfin, une dernière quasi-certitude : ce secteur voit naître des entreprises proprement africaines, même si leurs créateurs ne le sont pas toujours. Quelques-unes figureront parmi les très grandes entreprises africaines des trente prochaines années. La croissance économique du secteur est en effet très importante, mue à la fois par la performance économique et sociales des solutions proposées, mais aussi par la mobilisation de capitaux internationaux qui les soutiennent : fonds d’investissement notamment nord-américains (mais pas seulement, des français aussi... !) comme multinationales du secteur de l’énergie et des télécoms se mobilisent de plus en plus pour faire réussir ce qui est pressenti comme devant être une nouvelle grande industrie – et non pas seulement, malgré l’importance et le rôle novateur des acteurs sociaux dans ce domaine, un univers d’ONG.

Quand j’ai commencé ma carrière dans le développement il y a trente ans, je me disais avec tristesse que de tous les défis de lutte contre la pauvreté, celui du dernier kilomètre de l’énergie serait le plus difficile à franchir, et que je ne le verrais sans doute pas relevé de mon vivant. La révolution de l’énergie décentralisée africaine incite à la modestie et à l’enthousiasme : car dans la version la plus ambitieuse de celle-ci, le dernier kilomètre sera peut-être franchi avant le premier dans certains pays aux structures centralisées particulièrement défailtantes, et, vraisemblablement, une grande partie de cette bataille de l’énergie rurale sera gagnée dans les trente prochaines années... Avec l’immense impact que l’on imagine sur la pauvreté et pour le développement. Bravo l’Afrique !